

LA CHINE DEPUIS LA MORT DE MAO TSE-TOUNG (1976-1981)

par Alain ESCAROT

Cette fiche pédagogique est la suite de celle publiée dans le numéro 7-8 d'*Omalysy Anio*, sous le titre : « La Chine, de la fin de la Révolution culturelle à la mort de Mao Tsé-toung ». En effet, la mort de Mao Tsé-toung constitue un tournant dans l'histoire de la Chine communiste. Sous bien des aspects, et en particulier dans les domaines économique et social, d'importants changements eurent lieu. Ces transformations modifièrent profondément le modèle communiste chinois, au point de l'engager sur une voie très différente de celle ouverte par Mao Tsé-toung. Ce sont elles qui constituent, sur le plan historique, le principal intérêt de cette période. Mais il est évident qu'elles résultent d'abord d'une modification de la ligne idéologique du Parti communiste chinois, conséquence naturelle des luttes d'influences et de la prise de pouvoir par une des tendances entre lesquelles se partage ce parti. C'est donc la politique intérieure qui nous occupera en premier lieu, pour éclairer l'évolution économique et sociale. Par contre, la politique extérieure chinoise poursuit et approfondit les grandes orientations définies par Mao Tsé-toung dans les dernières années de sa présidence. Cela s'explique parce que les relations internationales des années 1970 constituent un ensemble cohérent, centré sur une expansion soviétique continue, qui demeure la hantise fondamentale des dirigeants chinois depuis les années 1960.

Pour la clarté de l'exposé, des idées et faits déjà avancés dans le cadre de la précédente fiche pédagogique, ont été repris, pour être approfondis et reliés à la suite logique des événements.

I. POLITIQUE INTERIEURE

La politique intérieure chinoise de 1976 à 1981 peut se diviser en deux phases. Au cours de la première (1976-1978), Hua Kuo-feng tente d'affirmer un pouvoir que lui a légué le seul Mao Tsé-toung. Dans la deuxième (1978-1981), Teng Hsiao-ping progressivement réintroduit dans les cercles dirigeants,

élimine ses adversaires à l'intérieur du parti, et par la mise en place de ses fidèles aux postes-clefs du gouvernement, cherche à s'assurer un pouvoir sans partage.

Cette lutte s'explique par la situation politique à la mort de Mao Tsé-toung (9 septembre 1976). A l'intérieur du Parti communiste chinois, trois tendances se disputent son héritage. Deux d'entre elles étaient le résultat de la répartition des forces politiques après l'élimination de Lin Piao. La première, celle de la future « bande des quatre » (Chiang Ching et le groupe de Shanghai : Yao Wen-yuan, Wang Hong-wen et Chang Chun-chiao), représente la tendance gauchiste, issue de la Révolution culturelle qu'elle entend poursuivre. La seconde est celle des « réalistes ». Leur chef Chou En-lai était mort au début de l'année 1976, et son successeur Teng Hsiao-ping avait été écarté du pouvoir après les incidents de la place Tien An-men (5 avril 1976). Cependant les réalistes restent soutenus par les vieux cadres du parti et par l'armée. La troisième, enfin, est représentée par le seul Hua Kuo-feng, premier ministre depuis avril 1976, qui se réclame de Mao Tsé-toung lui-même. Il cherche à incarner une idée chère au Grand Timonier : tenir le juste milieu entre la « gauche » et la « droite », car Mao voyait dans ces contradictions au sommet une « unité des contraires », moteur du progrès et de la vie politique. Cependant, cet équilibre difficile avait été rompu en 1976 par l'élimination de la « droite ». La « gauche » aspirait au pouvoir et voulait éliminer Hua Kuo-feng. C'est pour prévenir ce danger que Hua dut s'appuyer sur l'armée et le Parti. Le 6 octobre 1976, les « quatre » sont arrêtés et Hua Kuo-feng est reconnu comme le chef de la Chine. Mais son pouvoir ainsi conquis doit encore s'affirmer.

A. HUA KUO-FENG TENTE D'AFFIRMER SON POUVOIR

1) Une nouvelle interprétation de la pensée de Mao Tsé-toung :

Deux problèmes se posaient à Hua Kuo-feng en octobre 1976. Il était un inconnu : il fallait d'abord qu'il se constitue une image de marque. Il avait recueilli un héritage empoisonné : baisse de la production, désordres dans les provinces, pessimisme au sein du peuple, agitation dans l'armée. Il cherche à les résoudre en définissant une nouvelle base idéologique et en réorientant la voie chinoise de la construction du socialisme.

— La nouvelle base idéologique s'impose par une nécessité immédiate : expliquer la chute des « quatre » en montrant que leur ligne était erronée. Les « quatre » s'étaient sans cesse réclamés de Mao et avaient réussi à se présenter comme ses héritiers spirituels. Il fallait donc montrer que Hua Kuo-feng avait seul, droit à ce titre. Le nouveau président fut ainsi amené à formuler une interprétation de la pensée de Mao Tsé-toung qui privilégiait la continuité avec les périodes antérieures à la tendance « gauchiste », c'est-à-dire antérieures au Grand Bond en Avant et à la Révolution culturelle. Le fondement fut fourni

par la publication d'un texte inédit de Mao, «les dix grands rapports» qui datait de 1956, et dans lequel il mettait l'accent sur le développement économique. Ce texte pouvait servir de programme au nouveau gouvernement. Le deuxième moyen d'affirmer la prééminence idéologique de Hua fut sa nomination de président de la commission pour la publication des œuvres de Mao. Cette commission préparait précisément le tome V, qui groupait les écrits de la période 1947-1957, période dont les thèmes allaient dans le sens voulu par Hua. Depuis la mort de Mao, celui qui dirigeait cette commission détenait un peu de sa pensée : Hua Kuo-feng devenait ainsi l'interprète officiel du maoïsme. Enfin Hua, qui avait besoin du prestige de Mao, cherche à rétablir, autour de sa dépouille, le culte du Grand Timonier qui avait si bien réussi à Lin Piao, mais que la chute de ce dernier avait rejeté dans l'ombre. Le nouveau président décida l'érection d'un mémorial où reposerait le corps de Mao, sur la place Tien An-men : la première pierre fut posée le 24 novembre 1976. Ceci renforçait sur un autre plan la position idéologique de Hua Kuo-feng car il était bien connu que les « quatre » s'étaient opposés à cette sacralisation de la dépouille du président défunt.

— Sur le plan économique, la désorganisation de l'appareil productif était due essentiellement à l'agitation ouvrière, elle-même conséquence des campagnes répétées lancées par les « quatre ». Progressivement, le nouveau gouvernement rétablit les différences de salaires, puis les primes et fit miroiter la perspective d'une augmentation du niveau de vie pour relancer la productivité. Parallèlement, dans le cadre de la lutte contre l'idéologie des « quatre » on se mit à revaloriser la gestion et l'efficacité économique. Hua concentra ses discours (appuyés sur des citations de Mao Tsé-toung) sur le thème : « Développer l'économie socialiste est une des tâches fondamentales de la dictature du prolétariat ». C'était prendre à contre-pied la théorie gauchiste selon laquelle le développement économique dépendait de l'avancement de la révolution ; c'était privilégier l'économique aux dépens du politico-idéologique. Hua affirma clairement : « Le but de la révolution est l'accroissement des forces productives ». Les Chinois, las des pénuries, des difficultés d'approvisionnement et de la mauvaise qualité des produits fabriqués en Chine, approuvèrent en majorité cette politique. Cependant, on donnait comme exemple à suivre dans l'agriculture Tachai, la commune populaire modèle depuis dix ans, et dans l'industrie son pendant Tating, noms qui symbolisaient la ligne révolutionnaire de Mao. La continuité était ainsi assurée. De même le mot d'ordre des « quatre modernisations » (agriculture, industrie, défense nationale et science) lancé par Chou En-lai en 1975, fut à nouveau présenté comme l'objectif à atteindre. Mais comme elles exigeaient des cadres qualifiés, on réhabilita la recherche et les intellectuels : la Chine entrait dans l'ère des « managers ».

Ainsi Hua Kuo-feng, exalté par la propagande, couvrant les lieux publics de ses portraits aux côtés de ceux de Mao, ou encore d'affiches les représentant côte à côte (Mao en pantoufles, lui « donnant » sa succession), avait réussi à créer une impression de continuité idéologique. Cependant, l'armée pensait

qu'il n'allait pas assez loin. Elle voulait lui imposer une ligne plus dure avec, à ses côtés, un homme capable de la mettre en œuvre : Teng Hsiao-ping.

2) *La politique de l'armée :*

Celle-ci avait soutenu Hua Kuo-feng dès le début. Un éditorial du quotidien de l'armée, le *Jiefangjunbao*, proclamait le 29 octobre 1976, qu'il était le « dirigeant incontestable du parti » : Mais très rapidement une querelle éclate entre eux, à propos de la lutte contre le gauchisme.

— Hua Kuo-feng voulait ramener l'élimination de cette tendance à celle de ses dirigeants et récupérer, à son profit, les cadres issus de la Révolution culturelle (le P.C.C. comptait 20 millions de membres en 1966 et 35 millions en 1976), pour édifier sur eux la base de son pouvoir. L'armée était dirigée, depuis l'élimination de Lin Piao et de ses partisans, par des hommes dont la carrière était antérieure à la Révolution culturelle et qui avaient souffert de celle-ci. Ils voyaient dans les nouveaux cadres des adversaires qui risquaient de replonger la Chine dans le chaos. Par ailleurs, ils voulaient la professionnalisation et la modernisation de l'armée que le gauchisme avait empêchées. Aussi dès le 22 novembre 1976 le *Jiefangjunbao* réclamait une épuration massive et sans pitié de tous les gauchistes.

— Hua Kuo-feng ne voulait pas aller si loin. Il cherche à se concilier l'armée en multipliant les gestes à l'égard de ses dirigeants, glorification des vétérans comme Chu Teh, Ho-hung et Chen-yi persécutés par les gardes rouges et par Lin Piao, et en les associant au gouvernement (Li Hsien-nien, Nie Jong-tchen). L'anniversaire de la mort de Chou En-lai (8 janvier 1977) provoqua un mouvement populaire réclamant le retour de Teng Hsiao-ping, et accusant le maire de Pékin (Wu Teh) et le commandant de la région militaire de Pékin (Tchen Si-lien) d'avoir eu partie liée avec les « quatre » lors des événements du 5 avril 1976. Derrière eux, Hua Kuo-feng, qui s'occupait de la Sécurité à l'époque, risquait à terme d'être à son tour mis en cause. Ainsi il apparaissait clairement qu'en luttant contre le gauchisme, on risquait de remonter à une grande partie des dirigeants actuels et en poussant la logique jusqu'à son dernier terme, de provoquer leur élimination à leur tour. Ces événements confortèrent Hua dans son refus de pousser plus à fond la lutte contre les gauchistes.

— Ce furent les désordres dans les provinces qui permirent aux militaires d'imposer à Hua Kuo-feng leur ligne dure : les gauchistes menaient une véritable lutte armée contre le gouvernement au Foukien, au Yunnan et au Liaoning. Plusieurs militaires de haut rang périrent soit au cours des combats, soit du fait d'attentats. Exaspérés, les dirigeants de l'armée obtinrent de Hua, en mars 1977, au cours d'une réunion élargie du Bureau politique, la promesse de liquidation systématique des gauchistes et le retour de Teng Hsiao-ping chargé, entre autres, de veiller à l'application de cette décision. Teng ne fut réintégré officiellement qu'après la réunion plénière du Comité Central en juillet 1977, mais il commença à travailler avec le gouvernement à partir de mars. La répression prit la forme d'exécutions, qui firent de très nombreuses victimes. Elle fut la plus vaste qu'ait connue la Chine officiellement depuis

1952. Elle s'étendit tout au long de l'année 1977 avec des sommets en juillet et en octobre. L'opinion publique chinoise laissait faire, car elle estimait que les gauchistes ne récoltaient que ce qu'ils avaient semé. Hua Kuo-feng, cependant, essaya de limiter le mouvement : le *Quotidien du Peuple* du 28 novembre 1977 demandait de ne recourir à la peine de mort qu'avec modération et prudence.

C'était le premier signe d'un duel entre la tendance incarnée par Hua et ses partisans qu'on allait appeler les « intégristes » et celle que représentaient Teng et les « réalistes ».

3) « Intégristes » et « réalistes » :

Le fondement de l'affrontement entre ces deux tendances est un conflit doctrinal à propos de la construction du socialisme en Chine.

— Pour Mao Tsé-toung, l'essentiel n'était pas de bâtir une Chine industriellement forte et prospère. Non qu'il fût indifférent au progrès du pays, mais l'économie n'était, à ses yeux, qu'un des deux moyens de construire le communisme. L'autre moyen était la création d'un homme nouveau, doté d'une conscience altruiste qui lui permettrait de maîtriser la croissance, de l'orienter vers le dépassement progressif des inégalités et, plus tard, vers la disparition des classes et de l'Etat. Au contraire pour Teng Hsiao-ping et avant lui Lio Shao-shi puis Chou En-lai, tout est conditionné par le développement économique : l'avènement du communisme passe d'abord par « l'édification d'une base matérielle ». Les gauchistes, par contre, donnaient la priorité à la « révolution » de l'homme. Les « intégristes » sont les tenants de l'orthodoxie maoïste, mais ils précisait qu'il fallait transformer les mentalités et les structures en même temps qu'on développait l'économie. Sinon, l'économie suivrait sa propre logique : les inégalités grandiraient, le profit en deviendrait le moteur et l'on aboutirait, comme en URSS, à la « restauration du capitalisme ».

— A l'époque de Mao Tsé-toung, les cadres étaient astreints périodiquement à des travaux manuels, afin d'éliminer leurs penchants bureaucratiques en ranimant leur « conscience prolétarienne ». Le 27 novembre 1977, Hua et onze membres du Bureau politique se rendirent sur un chantier du nord de Pékin et participèrent à un travail manuel. Teng et ses partisans brillèrent par leur absence. La signification symbolique du divorce idéologique n'échappa pas au peuple chinois. Si pour les cadres civils, les « quatre » puis les intégristes personnifiaient cette volonté d'unir le travail manuel et le travail intellectuel, pour les militaires cette tendance était représentée par Lin Piao et ses partisans. Aussi Teng va mener officiellement la lutte à la fois contre les « quatre » et pour avoir le soutien de l'armée, contre Lin Piao, mais son objectif final reste l'élimination des « intégristes ». Il prit prétexte des aspects gauchistes que présentait la doctrine des « intégristes » pour mettre en cause ces derniers.

— L'année 1978 va faire apparaître clairement cette opposition. Le 26 février, devant l'Assemblée Nationale, Hua fit un rapport sur l'épuration des partisans des « quatre ». Il estime que l'essentiel a été réalisé et que, par conséquent, il convient d'arrêter la répression et de récupérer ceux qui ont fait leur

autocritique. Il reprit ces thèmes le 29 mai lors de son intervention à la conférence sur le travail politique dans l'armée. Teng, au cours de la même conférence, s'oppose à cette clémence et préconisa la poursuite de l'épuration. Mais il réclama, en outre, la réouverture du dossier Lin Piao, afin de purger l'armée des partisans de ce dernier. Hua répliqua en publiant le 1er juillet, jour anniversaire de la fondation du Parti communiste chinois, un discours inédit de Mao datant de janvier 1962. Ce texte, d'une part montrait l'hétérodoxie de la pensée de Teng et, d'autre part, recommandait la modération dans la répression.

Teng Hsiao-ping décida alors de s'en prendre directement aux « intégristes » en portant le débat devant l'opinion publique chinoise. Celle-ci, pensait-il, lassée par trente ans de maoïsme, trancherait en sa faveur.

B. TENG HSIAO-PING : LA CONQUÊTE DU POUVOIR

1) *Le « Printemps de Pékin » : ses acteurs et leurs revendications*

L'utilisation en Chine communiste de la contestation a des fins politiques, était déjà apparue à deux reprises. En 1957, le Mouvement des Cent Fleurs avait pour but, dans l'esprit de Mao, d'améliorer le régime et d'amener les intellectuels à soutenir le parti. Mais comme le communisme avait été mis en cause, ce mouvement fut, ensuite, présenté comme un moyen machiavélique de débusquer les ennemis du régime, afin de pouvoir les liquider. De 1966 à 1968, Mao se servit des gardes rouges, au cours de la Révolution culturelle, pour éliminer ses ennemis au sein du parti. Lorsqu'ils eurent joué ce rôle, on se débarrassa d'eux, en les reléguant dans les campagnes.

— En 1978, un nouveau mouvement contestataire existait à l'état latent. Il y avait d'abord le Mouvement du 5 avril (1976) constitué des jeunes fidèles à la mémoire de Chou En-lai et partisans de Teng Hsiao-ping ; il formait le cœur de l'opposition aux « quatre ». S'y ajoutèrent les anciens gardes rouges lorsqu'ils réalisèrent qu'ils avaient été manipulés par les politiciens. Eux aussi, pour cette raison, remettaient en cause la Révolution culturelle, mais certains allaient jusqu'à refuser le communisme. C'est cette évolution qui est incontestablement, la plus originale. Les gardes rouges avaient été officiellement envoyés dans les campagnes pour leur éviter de dégénérer en « intellectuels puants » et pour être rééduqués. En fait la découverte de la misère paysanne les réforma au point qu'ils perdirent leur foi dans le régime. Lorsque certains d'entre eux durent revenir dans les villes, ils allèrent grossir les rangs de la classe ouvrière. Après la mort de Mao, ils restèrent ouvriers alors que l'on remettait en honneur les valeurs intellectuelles, dont on les avait privés et dont profitait la jeune génération, celle qui accéda aux études supérieures après 1976. Une minorité d'entre eux put rentrer à l'université pour rattraper le temps perdu. La majorité fut laissée dans la classe ouvrière ou, pire, maintenue dans les

campagnes. Tous ont une conscience aiguë de l'immense gaspillage dont ils ont été les premières victimes. Adolescents en 1966, ils n'ont connu du socialisme que cet aspect. Aussi sont-ils tout disposés à la démaoïsation.

— Le point de départ de ce « mouvement de démocratisation » appelé aussi « Printemps de Pékin » par allusion au « Printemps de Prague », ce sont les dazibaos placardés sur le « mur de la démocratie » (au carrefour de Xidan, dans l'avenue de Chang'an du centre de la ville). Très rapidement le mouvement se structure autour de groupes de pensée et des journaux parallèles qui expriment leurs opinions. On en compte une trentaine à Pékin et autant dans les principales villes de province. On distingue les revues littéraires des périodiques politiques. Ces derniers se partagent entre la tendance marxiste-réformiste (*La Tribune du 5 Avril* et *Printemps de Pékin*) et la tendance anti-marxiste (*La Société des Lumières*, *l'Alliance pour les Droits de l'Homme* et *Enquête*). Mais leur idée centrale commune est la suivante : si l'on veut réaliser les « quatre modernisations », il faut commencer par celle de la pensée, la « cinquième modernisation » comme l'a appelée Wei King-sheng (1). Autour de cette idée, trois thèmes majeurs se dégagent de leurs critiques et de leurs revendications : la critique de Mao et des intégristes en général avec la remise en cause aussi bien de la Révolution culturelle que du maoïsme officiel : la revendication des libertés démocratiques et des droits de l'homme : enfin les plaintes des différentes victimes du régime depuis 1949.

Le Printemps de Pékin est né à la mi-novembre 1978, alors que se tenait une importante conférence de travail destinée à préparer la III^{ème} session plénière du Comité Central et au cours de laquelle l'affrontement entre « intégristes » et « réalistes » devint âpre. C'est dans cette perspective que Teng Hsiao-ping inspira et encouragea ce mouvement qui allait ponctuer jusqu'à sa disparition officielle en mars 1980, les luttes au sommet.

2) Les faits : la démaoïsation et ses limites

Le point de départ de la mise en cause du maoïsme par les contestataires est constitué par deux initiatives officielles de Teng Hsiao-ping et de ses partisans. La première est la nouvelle interprétation des événements du 5 avril 1976 et du Mouvement des Cent Fleurs. Le 15 novembre 1978, la municipalité « réaliste » de Pékin qui a remplacé la municipalité « intégriste » en octobre, qualifie de « totalement révolutionnaires » les émeutes du 5 avril. La deuxième est l'annonce par le Comité Central que les victimes de la répression des Cent Fleurs perdent leur étiquette de « droitiers ». C'était offrir aux contestataires en puissance un thème de départ et une sorte d'autorisation légale.

— **Novembre-décembre 1978** — Dès le 19 novembre apparaît le premier des dazibaos, au carrefour de Xidan, mettant en cause nommément Mao. Jus-

(1) L'utilisation du pin-yin à la place de la transcription traditionnelle de l'École Française d'Extrême-Orient est récente. Aussi avons-nous conservé cette transcription pour les personnes qui ont fait leur entrée dans l'Histoire avant l'utilisation courante du pin-yin et au contraire adopté celui-ci pour celles qui n'ont joué un rôle important qu'après 1976.

qu'au 26 ils vont se multiplier sur ce thème et réclamer la réhabilitation des victimes du Grand Timonier. Le 26 au soir deux journalistes, l'un canadien et l'autre américain, sont chargés par les contestataires d'aller porter à Teng leurs doléances. Ce dernier accepte et le 27 fait transmettre sa réponse : il approuve le mouvement démocratique, estime lui aussi que Mao a commis des erreurs et promet des réhabilitations. Le 28 la presse officielle, dévouée aux « intégristes », réaffirme cependant la fidélité du Comité Central au maoïsme. Tandis que les paroles de Teng enthousiasment la province et y provoquent un mouvement semblable, à Pékin au début de décembre des dazibaos prennent la défense de Mao. La réponse des contestataires est la radicalisation : apparition de la revendication de la cinquième modernisation le 7 décembre, demande de la démocratie politique et du respect des droits de l'homme. Teng continue d'ailleurs à apporter son soutien : le 10 et le 11 commencent les premières réhabilitations, et le 21 un article-fleuve du *Quotidien du Peuple* exalte la démocratie, mais « sous la direction unique du Parti ». Teng a remporté cette première bataille. Le 24 décembre, le communiqué de la IIIème session plénière du Comité Central consacre sa ligne : la démocratie est à l'ordre du jour et le maoïsme sera réévalué. En effet, à la mi-janvier 1979, Teng révèle que le parti considère que Mao a suivi une politique correcte jusqu'en 1956, que de 1957 à 1966 il a commis 30 % d'erreurs et 100 % à partir de 1966.

– **Janvier-juin 1979** – En janvier 1979 le mouvement contestataire s'amplifie à tel point que les « intégristes » commencent à envisager de le réprimer. Mais Teng s'y refuse absolument. En février le mouvement provoque de grandes manifestations à Shanghai et à Pékin. Le *Quotidien du Peuple* du 9 février appelle alors au calme, précisant que les problèmes posés par les excès de la période antérieure seront résolus, mais que cela prendra du temps et qu'il faut être patient. Pour prouver que la tendance est maintenue, le 16 les « quatre » et Lin Biao sont officiellement accusés de gauchisme, et le 26, certains épisodes de la Révolution culturelle sont condamnés par le pouvoir. Enfin le 8 mars Lu Ting-yi, réhabilité le 11 décembre 1978, déclare que Mao est responsable de la ligne gauchiste depuis 1958, officialisant ainsi une des principales idées des contestataires. C'en est trop pour les « intégristes » qui menacent de remettre en cause les résultats de la IIIème session plénière. Teng alors décide de prendre l'initiative de la répression pour éviter de se faire déborder. Le 16 mars il critique publiquement les excès de la libéralisation. Il est relayé par sa propre presse (*Quotidien du Pékin*) et à partir de la fin mars les arrestations des principaux dirigeants de la contestation commencent et continuent jusqu'en juin.

– **Juin 1979-mars 1980** – Cependant Teng entend poursuivre son avantage. En juin lors de la IIème session de la Vème Assemblée Nationale, il fait réaffirmer la ligne de la IIIème session plénière. A partir de la fin juillet la presse, à la suite du *Quotidien du Peuple*, reprend ses critiques contre le gauchisme. Parallèlement il est permis au mouvement contestataire de renaître pour accompagner la politique officielle. Il peut réclamer la libération de ses dirigeants emprisonnés et en septembre le gouvernement décide d'envoyer en province

mille cadres pour examiner et résoudre les problèmes des plaignants. Au même moment, la question du mérite et des erreurs de Mao est posée sans être résolue au cours de la IV^{ème} conférence plénière. En attendant on s'attaque au plus visible : effigies, portraits, statues de Mao et de Hua disparaissent des lieux publics. Le mausolée est même fermé et ne sera réouvert qu'en septembre 1980, lorsque le groupe « intégriste » sera sur le déclin définitif. Enfin le 7 octobre Hua Kuo-feng lui-même annonce que les « quatre » seront jugés. Un compromis a eu lieu entre « réalistes » et « intégristes » : le « gauchisme » sera complètement éliminé, mais en contrepartie les « réalistes » acceptent de mettre fin à l'« expérience démocratique ». Le 16 octobre Wei Jin-sheng, arrêté en mars, est condamné à 15 ans de prison. En novembre la presse officielle reprend ses attaques contre les contestataires accusés de déviations bourgeoises. Fin décembre, les arrestations reprennent et le « mur de la démocratie » est « transféré » dans un parc des faubourgs de Pékin. Enfin, le 16 janvier 1980 Teng dénonce le mouvement démocratique et propose la suppression des « quatre grandes libertés » (libre expression d'opinion, large exposé d'idées, grand débat et dazibaos). Il est vrai qu'il a obtenu ce qu'il voulait. Le signe spectaculaire en est la réhabilitation de Liu Shao-shi, le 1er mars 1980, par le Comité Central.

- **Novembre 1980-janvier 1981** - Le dernier acte de l'élimination du gauchisme est constitué par les « procès de Pékin » qui ne s'ouvrent que le 20 novembre 1980, lorsque les « intégristes » ont perdu la réalité du pouvoir. Les accusés, la « bande des quatre » la « clique contre-révolutionnaire de Lin Biao » et Chen Po-ta, l'ancien secrétaire de Mao, symbolisent le passé et les hommes honnis par les « réalistes » et l'armée. Cependant ce règlement de compte au sommet est présenté comme le jugement des crimes commis depuis 1966 (Chiang Ching est ainsi accusée personnellement de la mort de 35 000 personnes), aux yeux du peuple largement convié, pour son éducation, à la représentation de la chute et de la punition des mauvais princes. En fait c'est le procès de toute la politique menée depuis le début de la Révolution culturelle qui est mené. C'est surtout la réhabilitation finale de Teng, présenté comme la principale victime. Cette réhabilitation le consacre comme le dernier survivant des grands fondateurs du communisme. Il se retrouve ainsi dans la position de Staline après les « grandes purges » : unique rescapé de la « vieille garde » des années 20 et détenteur de la vérité communiste. Le peuple chinois, désabusé, apprend le 26 janvier 1981 la condamnation de Chiang Ching et Chang Chung-kiao à mort (avec un sursis de deux ans !) et des autres à de lourdes peines de prison.

3) *L'élimination parallèle des « intégristes »*

L'attaque contre les « intégristes » utilise aussi comme point de départ les événements du 5 avril 1976 : revenir sur eux amenait nécessairement à s'en prendre aux hommes qui entouraient Mao Tsé-toung à cette époque c'est-à-dire, outre évidemment les « quatre », Hua Kuo-feng et les « intégristes ». Cette attaque menée par les contestataires du « Printemps de Pékin », aiguil-

lonnés par Teng Hsiao-ping, suit les mêmes fluctuations chronologiques que la démaoïsation.

— Dès le 19 novembre 1978, un dazibao évoque les événements du 5 avril 1976 et le 21, un autre dazibao pose clairement le problème : « Si ces gens-là (ceux qui étaient alors au pouvoir) ne s'inclinent pas, s'ils ne reconnaissent pas publiquement leurs crimes, leurs jours seront comptés et leur sort sera le même que celui de Lin Piao et de la Bande des quatre ». Très rapidement la périphrase fait place à des noms : Wang Tong-tsing, ancien chef de la Sécurité de Mao et vice-président du Parti ; Wu Teh, ancien président du Comité révolutionnaire de Pékin ; Chi Teng-gui, premier commissaire politique de la région militaire de Pékin, entre autres. Même Hua Kuo-feng est mis en cause. Les dazibaos leur reprochent de s'être opposés au retour de Teng et d'être des nostalgiques de l'époque de Mao. Ils exigent leur destitution du Bureau politique. Dès le 21 novembre, Chi Teng-gui est démis de ses fonctions. Cependant les « intégristes » obtiennent le 2 décembre une démonstration d'apparente unité : Teng apparaît publiquement aux côtés de Hua et de Wang Tong-tsing. En réalité Teng obtient à la fin de la III^{ème} session plénière du Comité Central un premier-recul de leur part : ils sont contraints, Hua en tête, à une autocritique en règle pour les erreurs qu'ils ont commises en 1976.

— Pour Teng Hsiao-ping ce n'est qu'un début. En janvier-février 1979 les attaques des dazibaos vont reprendre. Elles se concentrent surtout contre Wang Tong-tsing avec la bénédiction du *Quotidien du Peuple* qui encourage officiellement ces critiques et affirme que ceux qui attaquent les dirigeants n'ont rien à craindre. Cependant l'arrêt de cette première contestation en mars 1979, l'empêche pour le moment, de porter ses fruits. En juin les attaques des dazibaos reprennent au moment où se tient la II^{ème} session de la V^{ème} Assemblée Nationale au cours de laquelle Teng place ses partisans au Conseil des Affaires d'Etat. Ces attaques sont, encore une fois, dirigées principalement contre Wang Tong-tsing accusé de corruption. Jusqu'en septembre elles ne cessent plus contre les « puissants et les privilégiés du régime ». A la fin septembre, au cours du IV^{ème} plénum du Comité Central, le compromis entre « réalistes » et « intégristes » permet à Teng de s'emparer de la majorité au Bureau politique où entrent Peng Chen et Zhao Zi-yang.

— Une fois la contestation liquidée, l'élimination des « intégristes » a, enfin, lieu : le 1^{er} mars 1980 Wang Tong-tsing, Wu Teh et Chi Teng-gui sont obligés de quitter le Bureau politique. Désormais minoritaire Hua Kuo-feng se voit contraint à abandonner en septembre de la même année son poste de premier ministre qu'il cède à Zhao Zi-yang. L'ultime étape est la perte par Hua de la présidence effective du Parti, et sa démission en juin 1981, annoncée par Teng en novembre 1980 : Hua conserve son titre, mais il a perdu la réalité du pouvoir. Celui-ci apparaît clairement au début de l'année 1981 entre les mains,

outre de Zhao Zi-yang, de Li Xian-nian, vice-président du Parti, de Huang Hua, ministre des Affaires étrangères et de Hu Yao-bang, secrétaire général du P.C.C., sur lesquels veille dans l'ombre de sa vice-présidence du Parti, Teng Hsiao-ping.

Teng Hsiao-ping a, semble-t-il, résolu le problème qui n'avait cessé de se poser à Mao Tsé-toung depuis la Révolution culturelle, celui de sa succession en plaçant au pouvoir de son vivant les hommes qui devraient poursuivre la réalisation de ses idées, après sa disparition. Cependant on peut, à la lumière des nombreuses purges qu'a connues la Chine communiste, rester assez sceptique. Aucune tendance au sein du Parti, même après une élimination officielle, n'a jamais complètement disparu et la carrière même de Teng Hsiao-ping est, à cet égard, exemplaire. Que la gauchisme soit déconsidéré, aux yeux de l'actuelle génération, semble acquis. Par contre les « intégristes », seulement écartés du pouvoir, pourraient se ressaisir si les paris de Teng Hsiao-ping, dans les domaines économique et social, ne sont pas tenus.

II. ECONOMIE ET SOCIETE

La voie chinoise de la construction du socialisme subit, au lendemain de la mort de Mao Tsé-toung, d'importantes modifications. Si le gauchisme est complètement abandonné, il n'y a pas, pour autant, abandon de la ligne tracée du vivant du Grand Timonier, puisque le programme des « quatre modernisations » est réaffirmé et que l'objectif de faire de la Chine une grande puissance économique à la fin du siècle, est maintenu. Cependant on introduit, après 1976, des ferments « libéraux » dans l'économie et la société chinoise. Mais comme ces nouveautés relèvent encore du domaine de l'expérimentation, il est prématuré d'en faire le bilan, d'autant plus que différents freins liés au sous-développement actuel de la Chine, ne permettent pas d'en apprécier l'impact à long terme. Il n'en demeure pas moins que si cette expérience devait aboutir, on se trouverait en présence d'une nouvelle voie chinoise très originale par rapport aux autres modèles de socialisme existant dans le monde.

A. LA NOUVELLE POLITIQUE ECONOMIQUE

1) *Les nouvelles orientations idéologiques*

Au lendemain du retour au pouvoir de Teng Hsiao-ping, la révision idéologique est poussée très loin.

— Le *Quotidien du Peuple*, dont sont extraites, les citations suivantes, indique la nouvelle doctrine officielle en la matière. En premier lieu, les rapports entre politique et économie sont inversés. La lutte pour la production prend le pas sur la lutte des classes (décembre 1977). Le « droit bourgeois doit être préservé » car il « contribue à protéger et à développer les forces productives »

(octobre 1977). Quant à la répartition des revenus, «l'égalité n'est pas l'objectif pour lequel nous luttons». «Tout système de répartition qui peut promouvoir la production est bon ; tout système qui entrave la production socialiste est mauvais» (décembre 1977). De là découle le rétablissement dans l'industrie aussi bien que dans l'agriculture des stimulants matériels comme les primes qui peuvent représenter jusqu'à 10 % du salaire. De là découle également la condamnation de l'«égalitarisme abstrait» car dans «la dialectique du développement», les écarts entre travail manuel et travail intellectuel doivent être reconnus comme «objectifs», et «la division du travail pousse la production et contribue au progrès de la société» (février 1978). Aussi logiquement, les cadres cessent-ils d'être astreints au travail manuel. Dans la même perspective, la spécialisation (contraire à l'esprit de la pensée de Mao «compter sur ses propres forces», dont l'idéal avait été la commune populaire) est présentée comme la condition nécessaire de la modernisation de l'industrie : «Nous devons progressivement passer à des productions spécialisées, et à la coopération entre plusieurs usines. Il faut abolir la notion d'unités grandes ou petites qui se veulent «complètes» afin de produire en série à un meilleur niveau de qualité et à un prix de revient moins élevé» (février 1978). Mais cette spécialisation exige un fonctionnement sans heurts des transports d'une usine à l'autre afin que les chaînes ne soient pas arrêtées, faute d'un approvisionnement régulier. Si l'on se place strictement sur le plan voulu par les nouveaux dirigeants chinois, c'est-à-dire celui de l'efficacité économique, le sous-développement de la Chine peut se révéler un obstacle à cette spécialisation et il est possible de présenter, a contrario, la commune populaire traditionnelle, comme une réponse rationnelle à cette situation donnée.

Le même esprit de rupture avec le passé souffle sur les réformes plus particulières concernant l'industrie et l'agriculture.

— La plus spectaculaire est le rétablissement de la notion de profit comme critère de la rentabilité d'une entreprise. L'entreprise industrielle doit se gérer elle-même. Les cadres en sont responsables, mais les ouvriers ont des délégués qui peuvent faire des suggestions sur la marche de l'entreprise. Si celle-ci ne dégage que des pertes, elle doit assumer le déficit que l'Etat ne couvre plus. Si, au contraire, elle obtient des bénéfices, le personnel en profite directement, puisqu'il en touche une partie sous forme de primes. De là, la nécessité pour les entreprises de vendre à tout prix leur production. Le recours à la publicité s'impose alors : les usines passent directement leurs commandes aux entreprises spécialisées qui utilisent aussi bien les panneaux que les annonces à la radio, à la télévision ou les films. La concurrence alors s'instaure entre les unités de production. Il ne faudrait pas en conclure, pour autant, que ces entreprises qui appartiennent toujours à l'Etat, ne dépendent plus du tout de lui. L'Etat continue à fixer les objectifs de production : un plan est proposé par l'entreprise, sur la base de l'année précédente, au ministère intéressé, lequel décide avec la Commission du plan des objectifs de l'année future. Si ces objectifs ne sont pas atteints, l'Etat réduit la redistribution des bénéfices sous la forme collective, c'est-à-dire les crédits consacrés au bien-être de tous (crèches, distractions,

équipements de loisir, etc.). Cependant, depuis septembre 1980, le plan peut être révisé par l'entreprise, en cours de réalisation, suivant les conditions réelles du moment. Si l'Etat prend sa part des bénéfices, la partie rendue à l'entreprise pour ses propres investissements est gérée directement par elle. En cas de déficit, l'Etat peut prendre des sanctions contre le personnel : mutation dans des postes inférieurs aussi bien des cadres que des ouvriers. Enfin ce personnel est attaché à l'entreprise : le changement de lieu et de poste de travail n'est qu'exceptionnellement accordé (graves causes de santé).

— Dans le domaine agricole, on insiste sur le droit de propriété des paysans sur leurs moyens de production. Si la commune populaire subsiste en tant qu'unité de production essentiellement agricole, l'accent est mis, avant tout, sur l'autonomie de l'équipe de production. Celle-ci constitue une unité collective de petite dimension dont le droit de propriétaire terrien est fermement affirmé. L'avantage pour les paysans est que les surplus réalisés ne se perdent pas dans une trop large collectivité. Ils sont donc directement intéressés à la fois au travail collectif et à une forte production. Enfin la vieille liberté de vendre leurs productions «privées» dans les foires et les marchés de type kolkhoziens, est réaffirmée.

2) *Les moyens*

La Chine étant, avant tout, une puissance démographique, les hommes constituent toujours l'essentiel de ses moyens. Les Chinois travaillent en moyenne 48 heures par semaine réparties sur six jours. Les congés sont quasi inexistantes (le maximum est constitué par les 4 jours accordés lors du nouvel an lunaire ; les autres ne recouvrent que les grandes fêtes nationales). Si on continue donc à tenter d'obtenir le maximum de travail des masses, le nouveau système économique exige surtout une élite bien formée, capable de fournir des cadres productifs.

— Cette exigence fondamentale a entraîné des transformations très nettes au niveau de l'enseignement, surtout du supérieur. Les étudiants sont recrutés à la sortie des établissements secondaires : sur 20 millions d'élèves parvenus au terme de leurs études secondaires, 250 000 sont admis à faire des études supérieures (dont 3 à 4 000, parmi les plus brillants, vont à l'étranger) après le passage d'un examen, sans avoir accompli une période de travail manuel et sans critère politique. Théoriquement, cependant, la priorité est encore donnée aux enfants de familles ouvrières et paysannes, mais seulement à qualification égale, ce qui rend aux sujets issus de milieux aisés, et bénéficiant d'un niveau culturel supérieur à la moyenne, l'avantage perdu lors de la Révolution culturelle. Cependant 60 à 70 % des ouvriers suivent des cours du soir, ce qui permet à certains d'entre eux de poursuivre leur ascension sociale, et certaines entreprises disposent de leur propre établissement d'enseignement supérieur. Pour l'organisation des études, l'accent est mis sur la formation de spécialistes, auxquels il est demandé de s'appliquer beaucoup plus à devenir « experts » que « rouges ». Aussi la formule mi-travail, mi-étude, n'est-elle pas-elle été supprimée. L'accent est mis, également, sur la recherche. La décennie qui sépare le début de la

Révolution culturelle de l'élimination de la « bande des quatre » reste une période noire dans ce domaine. Bon nombre d'instituts ont été fermés, leur personnel allant se « recycler » au contact des « masses paysannes ». Les autres étaient soumis à des directives souvent scientifiquement rétrogrades. Ainsi il manque une génération. Les laboratoires sont dirigés par des sexagénaires formés avant la Révolution culturelle ou à l'étranger. Derrière eux on ne trouve que de jeunes chercheurs inexpérimentés, et peu de cadres intermédiaires. Bien que l'équipement reste très pauvre et dans l'ensemble, désuet, l'effort consacré, depuis 1976, à la recherche scientifique est important : en 1979, les laboratoires ont reçu 5,2 % du budget de l'Etat. Cette recherche est, en effet, présentée comme un outil essentiel au développement économique. La priorité est donnée à certains secteurs : agriculture, énergie et technologie de pointe (ordinateurs, lasers, espace, physique et génétique).

— Apparaissent également très précieux, aux yeux du gouvernement, les Chinois d'outre-mer, à cause de leur fortune et des connaissances qu'ils ont pu acquérir à l'étranger. Des assurances concrètes leur sont données : les mandats entre Chinois d'outre-mer et les membres de leur famille résidant en Chine circulent librement (ainsi 6 millions de personnes du Kwantung en reçoivent) ainsi que le courrier : les formalités pour se rendre visite entre parents, de part et d'autre de la frontière, sont simplifiées ; on assure à ceux qui veulent regagner la mère-patrie qu'aucune discrimination ne sera exercée à leur égard (ils peuvent adhérer au Parti). Ces Chinois d'outre-mer apportent des capitaux : les « corporations d'investissements pour les Chinois d'outre-mer », disparues en 1966, ont fait leur réapparition. Elles permettent à ces Chinois d'investir en actions d'entreprises industrielles à un taux de rémunération moyen de 7 %. Cependant, dans le domaine des investissements, l'essentiel est demandé aux Occidentaux.

— Quant aux moyens matériels, l'agriculture reste toujours la base du développement économique : elle continue à occuper 75 % de la population active, à fournir 70 % des matières premières pour l'industrie et 60 % des recettes des exportations. La production de céréales en demeure le point faible car elle n'augmente guère : elle varie entre 270 et 285 millions de tonnes par an. Cette production permet de nourrir, à peu près, la population (les autorités reconnaissent que 10 % des Chinois ne mangent pas à leur faim), mais en cas de difficultés climatiques, il faut recourir aux importations de céréales occidentales. Aussi l'accroissement de la population risquerait de briser cet équilibre précaire. Toute la superficie des terres cultivables (110 millions d'hectares) a été mise en valeur. Son extension est difficile car elle exigerait de gros travaux donc d'importants investissements. Aussi l'augmentation de la production est-elle recherchée dans l'accroissement de la productivité. Les engrais organiques traditionnels, utilisés au maximum, ne suffisent plus pour l'obtenir. Il faut en venir à la mécanisation, aux engrais chimiques et à la sélection des semences, ce qui suppose le développement industriel préalable. Les sources d'énergie peuvent être un autre facteur de développement. Le choix a été fait de s'appuyer, pour les besoins propres de la Chine, sur le charbon et l'hydro-

électricité (celle-ci assure déjà 28 % de la production totale d'énergie). Le recours à l'énergie nucléaire commence : la Chine veut acquérir à l'étranger deux centrales de 900 mégawatts chacune, et en construire une, à Changhaï, de 300. Quant au gaz et au pétrole, ils sont destinés à l'exportation pour fournir les devises nécessaires à l'achat de biens d'équipement.

3) *Les freins*

Ces freins existent dans des domaines très variés, ce qui explique la complexité des problèmes à résoudre avant de parvenir au décollage économique.

— Le premier de ces freins est, incontestablement, le poids de la population : celle-ci est estimée à 970 millions d'habitants. La masse des ruraux (85 % de la population) crée un déséquilibre. Le nombre des enfants (37 %) pose le problème de l'éducation et, en gonflant le nombre des inactifs, celui du ravitaillement. Mais le danger principal provient du taux d'accroissement naturel (1,3 % par an). En effet les générations pléthoriques nées dans les années 1950 et 1960, alors qu'il n'était guère question de limitation des naissances, arrivent à l'âge de procréer à leur tour. Ceci explique la campagne en cours depuis 1978 pour convaincre les couples de ne pas avoir plus d'un enfant. Une large diffusion de tous les moyens de contrôle des naissances et une pression sociale pour obtenir des mariages tardifs (25 ans pour les femmes et 30 ans pour les hommes) s'accompagnent de la mise en place d'une série de mesures variées :

Les familles n'ayant qu'un enfant reçoivent une prime annuelle. Ces enfants uniques bénéficient, dans l'immédiat, d'une priorité d'accès (et par endroits, de la gratuité) aux crèches et aux soins médicaux. L'Etat leur promet en outre de leur trouver plus tard un emploi. Pour les parents s'y ajoute la priorité pour l'accès au logement et pour les achats de biens de consommation. Ces avantages disparaissent lors de la naissance du deuxième enfant. Quant au troisième, il entraîne le paiement d'une amende pendant 15 ans, égale au minimum à 10 % du salaire des parents. Dans les grands centres urbains comme Changhaï et Pékin, le taux de natalité est tombé, dès 1978, à 5,07 ‰ et 6,8 ‰. Il en va différemment dans les campagnes où il continue à atteindre 15 à 20 ‰. En effet si à la ville, le luxe relatif et un régime de retraite convenable sont des incitations à n'entretenir que des familles restreintes, en milieu rural au contraire, pour les paysans les enfants demeurent, en l'absence d'un régime de retraite généralisée, une garantie de sécurité pour leurs vieux jours. Aussi les objectifs avoués peuvent laisser sceptiques : stabiliser la population à 1 milliard 150 millions en l'an 2000, pour obtenir un revenu moyen de 1 000 dollars par an et par personne contre 450 aujourd'hui, puis une régression à 800 millions en 2030, voire à 400 ou 450 millions en 2060.

— Un autre frein important est l'inertie du monde rural qui reste très arriéré, et donc maintient un conservatisme psychologique et sociologique que trente ans de socialisme n'ont guère ébranlé. Cette situation se traduit par le maintien de pratiques culturelles anciennes (préférence donnée, par exemple, aux outils traditionnels plutôt qu'aux machines) ; par une répartition en nature de 30 à 80 % des revenus dans les équipes de production ; par la répartition dans ces

mêmes équipes des terres et des moyens de production (d'où la réapparition d'exploitations morcelées ramenant, en fait, aux exploitations traditionnelles, et la sous-utilisation des machines) ; enfin la liberté laissée aux équipes de choisir leurs cultures provoque, souvent, l'abandon des céréales pour des produits plus spéculatifs. Ces dernières activités liées à la nouvelle politique économique, ainsi que le soutien officiel aux activités secondaires (herbes médicinales, pisciculture, artisanat) et aux occupations familiales (exploitation des lopins, fabrication de biens privés comme des meubles, vente aux « marchés ruraux ») ont fait craindre pour la collectivisation des campagnes – préalable à une bonne application de la mécanisation à la modernisation des cultures et, en définitive, à l'accroissement de la productivité dans l'agriculture.

– Parmi les autres freins, on peut distinguer également le problème de l'énergie. Avec une production par tête de 660 kg d'équivalent charbon, la Chine se place parmi les pays les moins développés. Cette pénurie de l'énergie affecte aussi bien l'agriculture (frein à la mécanisation) que l'industrie (faute d'électricité, dans certaines villes, les usines travaillent de nuit et ne marchent qu'au ralenti dans la journée). Ainsi 20 % de la capacité productive du pays seraient inutilisés par manque d'énergie. A cela s'ajoute le gaspillage : 30 milliards de kWh et 10 millions de tonnes de charbon sont gaspillés chaque année par les industries et les transports. La source de ce gaspillage est la vétusté du matériel qui entraîne une consommation trop forte d'énergie. En 1977, pour fabriquer une tonne d'acier, les Chinois utilisaient, en moyenne, 2 fois plus de charbon que les Occidentaux. Enfin s'ajoutent les calamités naturelles : sécheresses en 1976 et 1977, coupées par un hiver très rigoureux, puis en 1979 et 1980 une nouvelle sécheresse, la pire que la Chine ait connue depuis 45 ans.

L'euphorie provoquée par la nouvelle politique économique se heurtant à ces dures réalités, les autorités chinoises furent obligées de réviser à la baisse leurs objectifs immédiats.

4) *Les réajustements*

a) *Le réajustement de 1979 :*

En juillet 1979, Hua Kuo-feng annonça une politique de réajustement de l'économie pour une durée de 3 ans.

– L'origine de ce réajustement se trouve dans trois problèmes graves qui furent mis en évidence dès le début de l'année 1979. Le premier est une situation financière extrêmement tendue, à l'intérieur comme vis-à-vis de l'extérieur, qui oblige à réduire les investissements. Le second est constitué par les tensions inflationnistes, qui obligent à effectuer des ponctions sur le pouvoir d'achat par des augmentations de prix, mais qui sont réduites aussi par l'apparition sur le marché, en plus grande quantité, de produits de consommation coûteux comme les téléviseurs. Le troisième enfin peut être défini comme le poids des réalités : mettre l'accent sur l'agriculture plutôt que sur l'industrie lourde (mais alors, la lenteur de l'évolution des mentalités exige des étapes) ;

réviser la notion d'urgence de la mécanisation. En effet d'une part, au tarif où sont payés les travailleurs agricoles les machines ne sont pas concurrentielles (l'achat d'un motoculteur représente l'équivalent de plus de 30 mois de revenus agricoles mensuels moyens), d'autre part, ni les services, ni l'industrie ne pourraient absorber le surplus de la main-d'œuvre libéré par la mécanisation – et en outre ces anciens paysans sans aucune qualification freineraient les efforts de productivité que l'on exige de ces secteurs.

– Quatre principes président à ce réajustement économique. La modernisation de l'agriculture doit se faire d'une manière progressive : elle n'est prévue que pour le long terme. L'industrie légère doit bénéficier d'un accroissement des investissements et de la priorité pour satisfaire ses besoins en énergie, en combustibles et en matières premières ; l'objectif est, à la fois, d'assurer une meilleure satisfaction des besoins de la population en biens de consommation et d'augmenter les capacités d'exportation. Les travaux d'infrastructure doivent être réduits et les efforts concentrés sur un petit nombre de projets essentiels. Enfin un strict équilibre doit être assuré entre accumulation et consommation en vue d'améliorer le niveau de vie des populations. Dans cette quadruple perspective la politique commerciale est révisée : l'importation de biens d'équipement et de techniques étrangères doit tenir compte des capacités d'assimilation de l'appareil de production. Aussi doit-on chercher à importer moins d'équipements que de technologies, dans le but de renforcer la recherche en Chine même, en particulier dans le secteur des industries mécaniques. Enfin l'accent est mis sur les exportations conçues, essentiellement, comme un moyen de financer les importations.

Le résultat est un ralentissement général des taux de croissance. Seul le commerce extérieur est maintenu relativement haut. Ce réajustement ne devait cependant pas porter en 1980 tous les fruits que les dirigeants chinois semblaient en attendre. Aussi en vinrent-ils, en 1981, à l'adoption d'une véritable politique d'austérité qualifiée de « réajustement accru ».

b) *Le « réajustement accru » de 1981 :*

En février 1981, Yao Yi-lin, vice-premier ministre et président de la Commission de planification, révèle devant le comité permanent de l'Assemblée Nationale les grandes lignes d'un plan de redressement, dont l'orientation avait été définie lors de la conférence de travail du Parti en décembre 1980.

– L'objectif de ce nouveau plan est de parvenir, dès la fin de l'année 1981, à rétablir les équilibres budgétaire, commercial et monétaire. Pour réaliser cet objectif des coupes sombres sont prévues dans le domaine des investissements de base, réduits de 45 % par rapport aux prévisions. Cette réduction réalisée par une diminution de 13 % des dépenses de l'Etat devrait permettre de rétablir l'équilibre budgétaire. Les plus lourds sacrifices sont exigés de l'industrie lourde : le volume des investissements est ramené de 55 à 30 milliards de yuans.

Aussi la production d'acier qui avait atteint en 1980 37 millions de tonnes, devrait retomber à 33 millions, et celle du pétrole de 106 à 100 millions de tonnes. Si, par contre, l'industrie légère reste prioritaire, son taux de croissance n'en est pas moins fixé à 8 % alors qu'il a été, en 1980, de 17,4 %. Dans le domaine agricole enfin, le nouveau plan prend en compte les calamités naturelles de 1980 (sécheresse dans le nord, inondations dans le centre et dans le sud) qui ont entraîné un net recul de la production de céréales : 316 millions de tonnes en 1980 contre 331 millions en 1979. Aussi, bien que l'objectif des 400 millions de tonnes (jugées nécessaires pour assurer l'autosuffisance alimentaire) soit réaffirmé, sa réalisation est franchement repoussée dans un avenir lointain.

— La logique de ce plan est fondée sur certains résultats acquis dès 1980. Ainsi le déficit du commerce extérieur avait été ramené à 500 millions de dollars en 1980 contre 1.8 milliard en 1979, grâce à une austérité comparable. Cependant, sur le plan social, il risque d'accentuer le malaise d'une société qui connaîtrait déjà, selon les dernières évaluations, 26 millions de sans-emplois. D'autre part, il reporte à une date ultérieure les modifications structurelles, par exemple les réformes de la gestion, parallèlement à un retour à une direction plus centralisée de l'économie. Pourtant, les dirigeants chinois s'accordent à affirmer qu'elles sont indispensables aussi bien à une amélioration du système communiste chinois qu'à l'efficacité de l'économie.

A la lumière de ces fluctuations observées sur une courte période, il apparaît que la nouvelle politique économique est une entreprise de longue haleine, dont il est difficile de déceler dans quel sens elle ira et quels en seront les résultats. Cependant, dès à présent, il est possible d'en analyser l'impact sur la société issue de la période maoïste.

III. LES CONSEQUENCES SOCIALES

1) *La hausse des prix et des salaires*

— Ce problème a été posé brutalement en 1979 lorsque les prix de presque tous les produits alimentaires ont été augmentés de 30 %. De telles hausses ont suscité une certaine émotion dans un pays où la stabilité des prix était jusque-là la règle. Parallèlement une subvention de 5 yuans par mois fut accordée aux salariés urbains, ce qui représente un peu moins de 10 % du salaire moyen mensuel et ne compense qu'en partie l'augmentation des prix. En outre une hausse des salaires de l'ordre de 7 à 10 % fut appliquée aux 40% des salariés qui n'avaient pas encore bénéficié de cette faveur au cours des revalorisations qui avaient commencé dès la fin de l'année 1977. Cependant à la différence de ces précédentes hausses, celle de 1979 fut appliquée d'une manière sélective puisqu'elle ne touchait que les salariés dont la productivité s'était accrue. L'objectif de cette politique est de parvenir à résoudre progres-

sivement le problème du décalage entre les prix agricoles et industriels, qui a entraîné un accroissement plus rapide des ressources des citadins. L'épargne populaire (en particulier les dépôts aux caisses d'épargne rémunérés à 5 %) en est un indice. En 1979 les économies paysannes représentaient 6,2 milliards de yuans pour 800 millions de personnes, alors que celles des citadins atteignaient 19,3 milliards pour moins de 200 millions de personnes. Le décalage entre les revenus est à l'origine de ce phénomène. Les salaires des fonctionnaires se répartissent entre 23 échelons allant de 36 à 580 yuans avec un seuil autour de 200 yuans, salaire moyen d'un médecin ou d'un ingénieur, au-delà duquel de plus hauts salaires ne concernent qu'une minorité. Pour les ouvriers les salaires mensuels se répartissent sur 8 échelons de 35 à 105 yuans, mais moins du quart sont supérieurs ou égaux au 5ème échelon, c'est-à-dire 65 yuans ; à ces salaires il faut cependant ajouter les primes dont le montant peut varier entre 5 et 30 yuans par mois. Enfin les retraités de ces deux catégories touchent 75 % de leur salaire. Par contre pour les paysans, les revenus varient en fonction de la productivité des terres et du travail. Aussi le revenu mensuel moyen tiré du travail sur les terres collectives est compris, pour un paysan, entre 60 yuans pour les plus riches communes populaires et quelques yuans pour les plus pauvres. A cela s'ajoutent les revenus de l'élevage familial, de l'artisanat et du lopin privé (un lopin privé représente en moyenne 36 m² par personne, mais la production de ces lopins représente 8 à 10 % de la production d'une commune populaire) ; ils peuvent représenter 10 à 20 % du revenu total du paysan.

— La hausse des prix agricoles et la stagnation, voire le reflux des revenus urbains, décidées en 1979 ont permis de progresser vers l'égalisation des niveaux de vie entre la ville et la campagne. L'observation des prix pratiqués depuis la fin de l'année 1979 et qui se sont maintenus à ce niveau au cours de l'année 1980, comparés aux revenus (voir ci-dessus) permet de saisir ces niveaux de vie. Si le paysan pratique, à peu de frais, l'auto-subsistance alimentaire, le citadin n'éprouve pas de difficultés financières pour se nourrir normalement, bien que les céréales restent rationnées. Par contre les hauts revenus des citadins et leur proximité des lieux de production leur ouvrent largement le marché des produits de consommation dont l'éventail tend à s'élargir. Sur le plan du logement, le citadin trouve à se loger en location à bas prix, mais les appartements dans les villes restent insuffisants, souvent exigus et majoritairement situés dans des immeubles anciens. Le paysan est plus au large (15 m² par personne en moyenne) mais la qualité de son habitat est très variable suivant les régions et les revenus. L'accession à la propriété d'une maison individuelle (2 000 à 6 000 yuans) en dépit de la possibilité d'obtenir des prêts de l'Etat, reste limitée à une minorité. Au niveau de l'éducation, le coût est relativement faible (6 yuans par semestre pour acheter des livres par l'intermédiaire de l'établissement d'enseignement) et l'Etat accorde des bourses pour ceux qui ont des difficultés matérielles, de l'ordre de 3 à 10 yuans par mois. Le barrage se situe à un autre niveau : pour accéder aux établissements secondaires pilotes qui forment les futurs étudiants, les

élèves sont soumis à un examen qui ne permet ce passage qu'à ceux qui obtiennent plus de 500 sur 600 points de moyenne. Par contre crèches et maternelles grèvent lourdement les budgets : 12 à 17 yuans par mois et par enfant. Mais il s'agit là d'une mesure d'accompagnement pour restreindre les naissances. Enfin sur le plan de la santé les salariés, dans le cadre de leur entreprise, ont les soins gratuits. Les paysans sont également pris en charge par la commune populaire mais paient une cotisation de 1 à 2 yuans par mois. Les hôpitaux bien équipés n'existent pratiquement que dans les centres urbains. Leurs capacités d'accueil sont limitées à l'échelle de la Chine : 1 850 000 lits. Les ruraux disposent des «médecins aux pieds nus». Simples paysans, ceux-ci ont suivi une formation médicale élémentaire qui leur permet de soigner les maladies courantes. Leur rôle principal se situe au niveau de l'hygiène et de la prévention. Quant aux médicaments, il est possible d'en obtenir gratuitement dans les entreprises et les communes populaires pour les maladies graves. Mais il faut les acheter, à ses frais, dans les pharmacies en dehors de ces cas.

La société chinoise reste une des plus égalitaires du monde, si l'on s'en tient à l'aspect prix-revenus. Cependant de graves problèmes subsistent.

2) *Les inégalités sociales*

— La première de ces inégalités est l'existence persistante de privilégiés. Ceux-ci se trouvent surtout parmi les Chinois qui occupent un poste élevé dans la hiérarchie. En effet ces postes donnent accès à des avantages matériels parfois très importants : logement de fonction (le cas extrême est celui de Wang Tong-tsing qui se fit construire une résidence qui coûta à l'Etat 7 millions de yuans, soit l'équivalent de plus de 1 000 logements ouvriers), personnel de service, transports gratuits et voitures de fonction, tickets pour les produits rationnés, médecins et établissements de santé de qualité, etc. A cela s'ajoutent les avantages liés à une certaine corruption prenant la forme de fourniture de services ou de biens matériels obtenus en empruntant «la porte de derrière» suivant la formule populaire. Un autre type de privilégiés est constitué par les anciens capitalistes. Ceux-ci ont retrouvé leurs biens personnels et les bénéfices dont ils avaient la jouissance avant la Révolution culturelle et que celle-ci leur avait enlevés. Bien que ne jouant aucun rôle déterminant dans l'actuelle société, leur richesse leur permet d'accéder à la plus haute consommation qu'autorise la Chine contemporaine. Ces avantages sont perçus par les masses populaires comme parfaitement injustifiés : si ces anciens capitalistes ne sont pas rejetés en tant qu'individus, leur niveau de vie les fait traiter de parasites.

— A l'opposé de ces privilèges, dont quelques-uns bénéficient, le chômage accable une autre minorité. Le chômage sévit presque exclusivement dans les villes et touche principalement les jeunes qui, à l'issue de leurs études secondaires, sont à la recherche d'un premier emploi. En 1979 le *Quotidien du Peuple* indiquait que 10 millions d'entre eux se présentaient chaque année sur le marché du travail. Or, l'appareil de production est incapable d'absorber, à ce rythme, une telle masse. L'envoi de ces jeunes à la campagne ne peut plus être

pratiqué car il est en contradiction avec la nouvelle idéologie. Aussi on essaie de créer des emplois, parfois artificiels, en encourageant les villes à organiser des services supplémentaires : transports, réparations, restauration, etc. Mais le résultat reste maigre. Chaque année sont créés 2 millions d'emplois nouveaux en usine, soit un investissement de 13 à 16 % du budget de l'Etat, ce qui est une charge à la limite du supportable.

— De là résulte en partie la délinquance. Cependant celle-ci a d'autres origines : perte des valeurs morales communistes à la suite des secousses politiques, ouverture au monde extérieur surtout à Hong-Kong, apparition de nombreux produits de consommation en partie inaccessibles à la masse, censure sexuelle. Certes les dirigeants actuels font, dans certains domaines, des concessions aux nouveaux goûts. Ainsi il existe, désormais, une mode vestimentaire en Chine dont le ton est donné par Changhaï alors que Pékin reste la citadelle du puritanisme maoïste; mais la suivre coûte cher (une permanente revient à 5 yuans, un flacon de parfum de 2 à 3 yuans et un bâton de rouge à lèvres à 1,90 yuan) ; aussi les vêtements de coupe occidentale deviennent-ils d'abord ceux des fêtes (les mariages en particulier se font en robe blanche et complet veston). Si l'adultère est toujours puni par 3 ans de prison ou de rééducation, 5 à 10 % des jeunes ont des relations sexuelles avant le mariage, pratiquement avouées officiellement. En dépit de cette relative libéralisation des mœurs, la Chine, depuis 1976, connaît une vive recrudescence des vols, des meurtres accompagnant les vols et les cambriolages, des vols à la tire. On a vu aussi réapparaître le marché noir, la prostitution et même la fumerie d'opium clandestine, crimes que l'on croyait réservés au régime du Kuomintang. Enfin une certaine contestation des valeurs morales peut prendre une forme plus généralisée mais moins pernicieuse : l'absentéisme qui affecte 6% des travailleurs.

La nouvelle politique économique a entraîné des modifications profondes dans les mentalités, les comportements et le niveau de vie. Si des phénomènes négatifs nouveaux sont apparus, ils en sont moins le résultat que celui des mutations politiques et des mouvements démographiques. Dans l'ensemble cependant, au niveau des structures, la société communiste chinoise est restée stable par rapport à la période immédiatement antérieure (1968-1976).

C. LA POLITIQUE EXTERIEURE

1) *L'approfondissement de la théorie des trois mondes*

Au lendemain de la mort de Mao Tsé-toung, Hua Kuo-feng s'empresse de réaffirmer la théorie des trois mondes dans sa pureté maoïste originelle. Mais Teng Hsiao-ping, revenant au pouvoir, va s'efforcer de la mener jusqu'à ses dernières conséquences.

— L'affirmation suivant laquelle l'Union soviétique est la puissance hégémonique la plus dangereuse devient fondamentale. Elle semble, d'ailleurs, être confirmée par les faits : les Etats-Unis du président Carter s'enfoncent dans un déclin de plus en plus visible et ne parviennent plus à arrêter l'expansion-



nisme soviétique. Celui-ci continue, impunément, à marquer des points en Afrique et en Asie du Sud-Est, respectivement par Cubains et Vietnamiens interposés. Devant l'absence de réaction de leurs partenaires-adversaires américains, les Soviétiques n'hésitent pas à envahir eux-mêmes l'Afghanistan. Il convient donc, aux yeux des dirigeants chinois, de mettre au point la plus grande alliance anti-soviétique possible en intégrant aux côtés du Tiers-Monde et de son chef de file naturel, la Chine, non seulement le second monde, comme le voulait déjà Mao Tsé-toung, mais aussi les Etats-Unis eux-mêmes. D'ailleurs le réalisme, cette fois-ci en politique étrangère, l'exige.

— En effet d'une part, bien que les Chinois continuent officiellement à affirmer que le Tiers-Monde jouera le rôle prépondérant dans cette alliance, celui-ci est, en réalité, pour le moment, une proie pour l'hégémonisme soviétique. Ce dernier ne peut être contrebalancé efficacement par le second monde. En effet si celui-ci constitue une puissance économique, politiquement et militairement il est, soit trop divisé et incapable de s'unir à court terme (Europe occidentale), soit trop assujéti à la puissance américaine et trop faible (Japon, Australie, Nouvelle-Zélande). Seuls les Etats-Unis peuvent donc donner à cette coalition la force capable d'équilibrer celle de l'Union soviétique. D'autre part, la Chine, qui s'est aperçue qu'elle ne pouvait compter sur ses seules propres forces pour se développer économiquement, a choisi de faire appel aux Occidentaux pour devenir une grande puissance à la fin du siècle.

Ce sont ces grands choix qui conditionnent la politique étrangère de la Chine

2) *La lutte contre « l'hégémonisme soviétique »*

a) *La grande coalition antisoviétique :*

— Dans le cadre du Tiers-Monde la Chine, consciente de la faiblesse actuelle de ses moyens, sans réellement abandonner l'influence qu'elle pouvait conserver en Amérique latine, en Afrique et au Moyen-Orient, limite ses interventions dans ces régions. Elle s'efforce, par contre, de se rapprocher des pays de l'Asie du Sud-Est plus accessibles directement. Il s'agit essentiellement des pays de l'ASEAN, vis-à-vis desquels elle joue de la peur engendrée par l'expansionnisme vietnamien en Indochine. La tournée de Teng Hsiao-ping dans ces pays, à la fin de l'année 1978, c'est-à-dire à la veille de l'invasion du Cambodge par le Vietnam, en est la manifestation. Cependant la Chine a dans cette région d'autres visées inavouées, sur le long terme. En effet elle considère cette partie du monde comme sa zone d'influence naturelle. Le seul obstacle à cette ambition est la puissance vietnamienne. Il est plus facile de la combattre au nom de la lutte contre un « hégémonisme » mondial qu'en pratiquant ouvertement le jeu de la rivalité traditionnelle des puissances régionales. Les Chinois pensent, aussi, à se rapprocher des Occidentaux. Si les liens avec la plupart des pays d'Europe occidentale sont déjà anciens et ne demandent qu'à être approfondis, il lui faut en nouer de plus étroits avec le Japon et les Etats-Unis. C'est chose faite avec le traité de paix et d'amitié signé entre Tokyo et Pékin le 12 août 1978, puis avec la reconnaissance diplomatique réciproque entre la Chine

et les Etats-Unis, le 1er janvier 1979. Cependant dans ces deux cas la perspective est différente. Les Etats-Unis ne sont qu'un allié conjoncturel bien qu'irremplaçable. Même si le président Reagan a pu être tenté de réviser la politique américaine à l'égard de Formose, la Chine lui a fait clairement comprendre que l'intérêt des Etats-Unis exigeait le maintien de liens étroits avec elle. Cependant la nouvelle administration américaine entend prendre ses distances avec ce partenaire, alors que le gouvernement démocrate avait été tenté, à partir de 1978, de jouer la carte chinoise directement contre les Soviétiques. Le Japon au contraire s'inscrit dans les plans à long terme de la Chine en Asie orientale. Le Chine espère faire de celle-ci une zone réellement indépendante des hégémonies « blanches », reprenant un thème aussi vieux que la pénétration des Européens et des Américains dans cette partie du monde. Le Japon et la Chine seraient le « couple moteur » autour duquel s'organiserait cette indépendance.

b) *La lutte directe contre l'URSS et ses alliés :*

Cette lutte est entreprise là où elle est possible à la Chine, puissance essentiellement continentale, c'est-à-dire en Asie.

— Le soutien aux Khmers rouges, ostensible depuis 1975, amène les Chinois à tenter d'abattre le Vietnam après l'invasion du Cambodge par les troupes d'Hanoï, à la fin de l'année 1978. Dès février 1979, l'armée chinoise passe, à son tour, à l'attaque du Vietnam. Mais ce conflit limité montra l'incapacité des Chinois, dotés d'un matériel militaire ancien, n'ayant pas combattu depuis le début des années 1960, de l'emporter sur les Vietnamiens, en dépit de leur supériorité numérique : ceux-ci étaient équipés par les Soviétiques d'armes ultra-modernes et entraînés par trente ans de guerre contre les Japonais, les Occidentaux et les régimes successifs de Saïgon. L'impasse militaire conduisit les Chinois à adopter une autre stratégie : la guerre d'usure. De ce choix résulte la fourniture d'armes à la résistance cambodgienne, par l'intermédiaire de la Thaïlande, en quantité suffisante pour contraindre le Vietnam à y maintenir des forces importantes. Les Chinois ont aussi suscité un mouvement de résistance semblable au Laos. Enfin ils massent des troupes considérables à la frontière sino-vietnamienne, pour contraindre Hanoï à en faire autant. Le but est d'épuiser le Vietnam déjà ravagé par des guerres ininterrompues et d'empêcher son relèvement économique. Cette action est complétée par celle de la diplomatie : à l'ONU, appuyée par les Occidentaux, la Chine est parvenue à empêcher la reconnaissance par la communauté internationale du Funks (le nouveau gouvernement cambodgien pro-vietnamien). Les Chinois espèrent ainsi contraindre les Vietnamiens à négocier sérieusement, c'est-à-dire à abandonner l'alliance soviétique et à passer dans le camp chinois.

— Cette souplesse se retrouve dans l'affaire afghane. Conscients de leur énorme infériorité militaire vis-à-vis de l'URSS, les Chinois évitent de se laisser entraîner dans un affrontement direct. Ils se bornent à aider la résistance afghane en lui fournissant des armes et un soutien diplomatique. Mais l'étrou-

tesse de la frontière commune avec l'Afghanistan, la peur du Pakistan de se trouver confronté directement avec l'Union Soviétique, les mauvaises relations avec l'Iran de l'Imam Khomeiny, enfin ses propres limites en matière d'armement et en capacité à entretenir des guerillas efficaces dans toute l'Asie, ne peuvent que limiter les possibilités d'action de la Chine dans la région. La perspective d'un affrontement direct avec l'Union Soviétique n'a jamais été écartée depuis les années 1960. Mais les nouveaux dirigeants qui ont tourné le dos aux théories de Lin Piao sur la conduite d'une guerre éventuelle avec l'URSS, et qui ne conçoivent d'armée que classique, doivent gagner du temps. La Chine ne peut espérer l'emporter que si son armée est suffisamment modernisée, ce qui implique qu'elle soit devenue une grande puissance économique. Il faut, également, qu'elle soit assurée d'un appui occidental de facto, à défaut d'une alliance de jure. Dans tous les cas l'aide occidentale est nécessaire.

2) *L'aide occidentale au développement chinois*

a) *La recherche de nouveaux partenaires :*

Dans le domaine économique, la Chine s'efforce d'avoir une aide diversifiée, afin d'éviter de tomber sous l'influence d'une puissance industrielle particulière. En outre, si l'ensemble des Occidentaux sont intéressés au développement chinois, c'est leur camp tout entier qui soutiendra la Chine indépendamment de ses rivalités internes. Cependant cette perspective générale n'exclut pas des liens plus denses avec quelques partenaires privilégiés.

— Le premier d'entre eux est naturellement le Japon, non seulement parce qu'il est le plus puissant et le plus dynamique des pays industrialisés du second monde, mais aussi parce qu'il est le plus proche de la Chine, aussi bien sur le plan géographique que sur les plans historique et culturel. Concrètement, après le traité d'août 1978, le Japon s'est engagé à fournir un prêt de 1,5 milliard de dollars pour réaliser six grands projets industriels et d'équipement, à accorder à la Chine un traitement préférentiel pour ses exportations, à exploiter conjointement certaines ressources naturelles (pétrole «offshore» de la baie de Pokaï, charbon de Mongolie intérieure) et à fournir des facilités bancaires. Mais cette entente ne saurait suffire dans l'immédiat et les Chinois espèrent surtout l'aide des Etats-Unis, seuls capables de répondre aux besoins du développement d'un pays aussi grand que le leur.

— Les relations économiques sino-américaines se sont accélérées après la reconnaissance réciproque de janvier 1979. Le président Carter a demandé au Congrès d'accorder à la Chine la clause de la nation la plus favorisée, et des négociations ont été amorcées dans les domaines de l'industrie textile, de la marine marchande et de l'aviation civile. Les crédits accordés par l'Eximbank (Banque américaine chargée des relations extérieures) devaient être étendus et les échanges atteindront 5 milliards de dollars en 1985, contre un peu plus de 1 milliard en 1978.

— Ces relations doivent être, cependant, équilibrées par celles entretenues avec la CEE. Celles-ci avaient été amorcées, dès le début de l'année 1978, par un premier accord commercial d'une durée de cinq ans qui comportait la clause de la nation la plus favorisée. En 1979 la CEE a décidé d'étendre le système des tarifs préférentiels à la Chine à partir de 1980. En dehors de toute considération d'équilibre économique, ce rapprochement avec l'Europe occidentale a aussi un arrière-plan stratégique avoué. La Chine, en effet, a besoin pour répondre à l'encerclement par l'URSS de maintenir sur le flanc ouest de celle-ci, un deuxième « front » militaire, celui de l'OTAN et peut-être, un jour, celui de l'Europe unie. Aussi craint-elle, avant tout, la neutralisation de ce continent qui libérerait les forces soviétiques à l'Est. Par conséquent il convient d'aider l'Europe en crise en lui ouvrant le marché chinois.

b) *Les manifestations de l'aide et ses limites :*

Les conditions offertes par la Chine aux entreprises étrangères ont paru très encourageantes aux Occidentaux. Mais dès 1979 les limites de ce que pouvait offrir la Chine apparaissent clairement.

— La loi chinoise sur les « entreprises mixtes » est très libérale. A la différence de ce qui s'est passé dans bien d'autres pays sous-développés soucieux de garantir leur indépendance, la Chine entend d'abord protéger les intérêts des capitalistes étrangers. Aucune limitation n'est fixée au rapatriement des bénéfices. Les Chinois s'efforcent d'obtenir des réinvestissements par des exemptions ou des déductions fiscales. D'autre part ces nouvelles entreprises doivent s'intégrer au marché international et non pas travailler seulement dans un cadre chinois. Elles sont autorisées à souscrire des emprunts auprès des banques étrangères, encouragées à vendre leur production hors de la Chine et doivent seulement donner la priorité à des sources chinoises pour leurs approvisionnements. La formation de ces entreprises est soumise à l'approbation d'une « commission des investissements étrangers » qui s'assure que les technologies et les équipements importés sont de type « avancé » et « adapté aux besoins de la Chine ». L'entreprise étrangère fournit les équipements et les techniciens et accepte d'être payée en produits qu'elle revend à l'étranger. Cette politique doit permettre à la Chine de devenir une de ces nouvelles zones de production fondées sur les bas salaires. De même la Chine tente d'utiliser ses surplus de main-d'œuvre pour obtenir des devises. Ainsi à la suite d'un accord signé entre la Compagnie nationale chinoise de construction et une des sociétés du groupe IRI (Institut de reconstruction industrielle), près de 400000 travailleurs chinois sont « loués » à cette firme italienne pour réaliser des travaux de génie civil dans les pays du Tiers-Monde (à l'exclusion de ceux qui sont dans la mouvance soviétique). Les Italiens paient les salaires à l'entreprise chinoise qui n'en reverse qu'une faible partie aux travailleurs, le reste fournissant des devises à l'Etat. Il s'agit donc d'une insertion de la main-d'œuvre chinoise dans le circuit capitaliste mondial.

— Cette ouverture de la Chine sur l'Occident fit naître, dans les pays industrialisés, de grandes espérances fondées sur un marché d'un milliard d'hommes

et les richesses en matières premières du sous-sol chinois. Cent-vingt grands projets industriels, au total, furent lancés. Mais dès le deuxième semestre de l'année 1979, dans le cadre de sa politique de réajustement, Pékin ajourna les négociations d'un bon nombre d'entre eux et suspendit même l'exécution de certains contrats en cours. La Chine apparut, alors, pour ce qu'elle est aussi : un marché à l'échelle d'un pays très sous-développé, manquant de moyens de communications, d'infrastructures portuaires et surtout de cadres qualifiés. Certes, l'ouverture sur l'Occident n'était pas remise en cause, mais la Chine voulant aller plus lentement que prévu dans son développement économique, elle n'apparaissait plus aux yeux des Occidentaux comme un partenaire exceptionnel qu'il fallait privilégier. De même puisqu'elle ne pouvait pour l'instant jouer le rôle de contre-poids sérieux à l'Union soviétique, il leur parut prématuré de vouloir utiliser la « carte chinoise » sur la scène internationale. Par contre la Chine ayant fait le choix d'un certain type de développement n'a pas d'autres partenaires possibles.

Si la politique extérieure ne fait qu'approfondir celle de Mao Tsé-toung, la politique économique de l'équipe dirigeante dévouée à Teng Hsiao-ping rompt avec le passé. Si elle réussit, elle donnera à la Chine de demain un visage totalement nouveau.

GLOSSAIRE

- Chang Chun-chiao : Un des membres de la « Bande des quatre » et du « groupe de Changhaï ». Sa fortune date de la Révolution culturelle : membre du Bureau politique en 1969 et vice-premier ministre de 1975 à 1976.
- Chen Po-ta : Ancien secrétaire de Mao Tsé-toung. Il se signale au cours de la Révolution culturelle, par son activisme « gauchiste ». Sa disgrâce en 1971 accompagne celle de Lin Piao.
- Chen Yi : Un des principaux généraux de la période de conquête du pouvoir par les communistes (1921-1949).
- Chiang Ching : Veuve de Mao Tsé-toung. Elle fut un des principaux dirigeants de la Révolution culturelle et le chef de la « Bande des quatre ».
- Chi Teng-gui : Intégriste. Premier commissaire de la région militaire de Pékin jusqu'en novembre 1978.
- Chu Teh : Le principal général de la période de conquête du pouvoir par les communistes (1921-1949) et un des premiers et des plus proches compagnons de Mao Tsé-toung.
- Ho-lung : Un des principaux généraux de la période de conquête du pouvoir.
- Huang Hua : Réaliste. Diplomate devenu ministre des Affaires étrangères dans l'actuel gouvernement de Zhao Zi-yang.
- Hu Yao-bang : Réaliste. Actuel secrétaire général du Parti communiste chinois.
- Li Hsien-nien : L'un des principaux chefs de l'armée depuis 1976.
- Liou Shao-shi : Ancien président de la République et adversaire de Mao Tsé-toung avant 1966. Porte-parole des « réalistes », il fut la principale victime de la Révolution culturelle.
- Li Xian-nian : Réaliste. Actuel vice-président du Parti communiste chinois.
- Lu Ting-yi : Ministre de la Propagande et de la Culture jusqu'en 1966, il fut une des premières victimes de la Révolution culturelle.
- Peng Chen : Maire de Pékin de 1951 à 1966. Il fut une des premières victimes de la Révolution culturelle.
- Tchen Si-lien : Intégriste. Commandant de la région militaire de Pékin en 1976.
- Wang Tong-ting : Intégriste. Ancien chef de la Sécurité de Mao Tsé-toung, il arrête la « Bande des quatre » en octobre 1976 et accède ainsi aux plus hautes fonctions : vice-président du Parti jusqu'en mars 1980.
- Wang Hong-wen : Un des membres de la « Bande des quatre » et du « groupe de Changhaï ». La Révolution culturelle lui permet de devenir membre du Comité central en 1969 et vice-président du Parti en 1973 jusqu'en 1976.
- Wei Jin-sheng : Contestataire du « Printemps de Pékin ».
- Wu Teh : Intégriste. Président du Comité révolutionnaire de Pékin jusqu'en 1978.
- Yao Wen-yuan : L'intellectuel de la « Bande des quatre » et du « groupe de Changhaï ». Il devient membre du Bureau politique de 1969 à 1976.
- Zhao Zi-yang : Actuel premier ministre.